

**MINISTRE DE LA REGION WALLONNE, MINISTRE DE LA PREVOYANCE SOCIALE  
ET MINISTRE DES FINANCES**

F. 81 — 879

**19 MAI 1981. — Arrêté royal relatif à la garantie de bonne fin de la Région quant au remboursement des prêts hypothécaires consentis pour la construction ou l'achat d'habitations sociales, de petites propriétés terriennes ou d'habitations y assimilées, dans la Région wallonne**

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code du Logement annexé à l'arrêté royal du 10 décembre 1970, approuvé par la loi du 2 juillet 1971, modifié par la loi du 19 juillet 1976, complétant le Code du Logement par des dispositions particulières à la Région wallonne, notamment les articles 46, 49 et 50;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 portant réforme des institutions;

Vu la loi ordinaire du 9 août 1980 portant réforme des institutions;

Vu la décision de l'Exécutif régional wallon en date du 16 mars 1981;

Vu l'accord du Président de l'Exécutif wallon, donné le 16 mars 1981;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, et modifiées par la loi ordinaire du 9 août 1980 portant réforme des institutions, notamment l'article 3, § 1;

Considérant que la situation préoccupante du marché des capitaux rend pratiquement impossible l'octroi de prêts sociaux avec garantie de bonne fin et qu'il s'impose dès lors, également dans le souci de stimuler le secteur de la construction, d'adapter immédiatement les montants et les taux d'intérêts de ces prêts;

Considérant que l'évolution des prix de construction requiert un relèvement des valeurs maxima des habitations assimilées aux habitations sociales;

Considérant qu'il convient de prendre des mesures en vue de promouvoir l'emploi;

Vu l'urgence;

Sur la proposition de Notre Secrétaire d'Etat à la Région wallonne et après délibération de l'Exécutif wallon,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1er.** L'application du présent arrêté est limitée au territoire de la Région wallonne.

**Art. 2.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

a) Ministre, le membre de l'Exécutif wallon qui a le logement dans ses attributions;

b) habitation assimilée à des habitations sociales ou à des petites propriétés terriennes :

— l'habitation à construire, dont la valeur vénale ne dépasse pas 2 200 000 francs, majorés de 75 000 francs lorsque l'emprunteur a 2 ou 3 enfants à charge, et de 150 000 francs lorsqu'il en a 4 ou plus à charge;

— l'habitation à acquérir, dont ni la valeur vénale ni le prix d'achat ne dépassent 2 000 000 francs, majorés comme dit ci-dessus;

— l'habitation à acquérir, dont la valeur vénale, après l'exécution de travaux d'assainissement, d'amélioration ou d'adaptation, ne dépasse pas 2 200 000 francs, majorés comme dit ci-dessus;

c) enfant à charge, l'enfant pour lequel, à la date de la demande de prêt, des allocations familiales ou d'orphelins sont attribuées au demandeur ou à son conjoint, ainsi que l'enfant pour lequel le demandeur ou son conjoint n'ont pas droit à de telles allocations, mais que le Ministre estime être effectivement à leur charge, s'ils en apportent la preuve.

Pour la détermination du nombre d'enfants à charge, est compté pour deux enfants, l'enfant qui, aux conditions fixées par le Ministre, est atteint à 66 p.c. au moins d'une insuffisance ou d'une diminution de capacité physique ou mentale du chef d'une ou de plusieurs affections.

En outre, est considéré comme ayant un enfant à charge, le demandeur, son conjoint ou un parent faisant partie du ménage au moment où l'habitation est occupée par le demandeur, pour autant qu'il soit affecté d'un tel handicap.

**Art. 3.** Aux conditions fixées par le présent arrêté, la Région accorde sa garantie à l'amortissement du capital, des intérêts et des frais accessoires, afférents aux prêts hypothécaires octroyés soit pour la construction, soit pour l'achat, éventuellement suivi de l'exécution de travaux d'assainissement, d'amélioration ou d'adaptation, d'habitations sociales, de petites propriétés terriennes ou d'habitations y assimilées, par la Caisse générale d'Épargne et de Retraite, la Société nationale du Logement, la Société nationale terrienne, par leurs sociétés agréées, ainsi que par chaque institution de crédit agréée par le Ministre en conformité des dispositions de l'article 11.

Les institutions visées au premier alinéa transmettent tous les six mois au Ministre une liste des prêts qu'elles ont accordés avec le bénéfice de la Garantie de la Région.

**Art. 4.** Ni l'emprunteur ni son conjoint ne peuvent posséder entièrement, en propriété ou en usufruit une autre habitation au moment où le prêt est accordé.

Pour l'application de cette condition, il n'est pas tenu compte de l'alinéation d'une partie de propriété ou d'usufruit, réalisée au cours des deux années précédentes.

Il est dérogé à cette condition s'ils occupent cette habitation et que celle-ci est :

a) soit insalubre par nature et non susceptible d'assainissement, et que le demandeur et/ou son conjoint qui en sont propriétaires, s'engagent à la faire démolir ou à ne plus la faire servir d'habitation faisant l'objet du prêt ou, si elle est déjà occupée au moment de la passation de l'acte, aussitôt que le prêt est accordé. L'habitation est considérée comme insalubre par nature et non susceptible d'assainissement, soit lorsqu'elle est déclarée inhabitable par le Roi ou par le Bourgmestre, soit lorsqu'elle est déclarée insalubre et non améliorable par le Ministre, sur base d'un avis de l'institution désignée ci-après sous b, soit lorsqu'une région, dans le but de la démolir, a octroyé une allocation démolition;

b) soit insalubre par surpeuplement et que le demandeur et/ou son conjoint s'engagent à céder la totalité de leurs droits immobiliers dans le bien, selon le cas, dans les délais fixés au a ci-dessus. L'insalubrité par surpeuplement est établie par une attestation du Comité régional du Logement du ressort, créé en vertu de l'arrêté royal du 6 mai 1958 instituant les comités régionaux du logement, modifié par l'arrêté royal du 19 juin 1959.

**Art. 5.** Sauf si l'emprunteur a été déclaré, pour l'opération immobilière donnant lieu à l'octroi du prêt, admissible à une des primes instaurées en vertu de l'article 47 du Code du Logement, il doit fournir à l'institution de crédit les documents ci-après :

1° une attestation de l'administration compétente du Ministère des Finances, relative aux droits que lui-même ou son conjoint possèdent ou ont cédé dans une ou plusieurs habitations, avec désignation de la nature et de la quotité de ces droits;

2° une déclaration selon laquelle ils confirment sur l'honneur que ni lui ni son conjoint ne possèdent d'autres habitations que celle mentionnée dans l'attestation visée au 1°;

3° le cas échéant, une preuve valable concernant l'inhabitabilité ou l'insalubrité de la maison visée à l'article 4, alinéa 3, ainsi que les engagements à souscrire dans ce cas.

L'institution de crédit est chargée du contrôle de la conformité des engagements visés ci-dessus au 3°.

**Art. 6.** L'amortissement du prêt doit être garanti par l'inscription d'une hypothèque en premier rang sur l'immeuble, objet du prêt.

En outre, le remboursement du prêt sera, en cas de décès, garanti par une assurance-vie à capital décroissant, à moins que l'état de santé de l'emprunteur constitue un obstacle à cette assurance-vie.

**Art. 7.** Y compris la prime due en vertu de l'assurance-vie, et du montant des primes accordées par la Région, le prêt ne peut, selon le cas, excéder 100 p.c. de :

1° la valeur vénale, lorsqu'il s'agit de la construction d'une habitation assimilée à des habitations sociales.

2° de la valeur vénale ou du prix d'achat si ce dernier est inférieur à la valeur vénale, lorsqu'il s'agit de l'achat d'une habitation sociale, d'une petite propriété terrienne ou d'une habitation assimilée à des habitations sociales;

3° la valeur vénale après l'exécution des travaux désignés ci-après, lorsqu'il s'agit de l'achat d'une habitation mentionnée sous le 2° et de l'exécution à celle-ci, endéans les deux ans de l'achat, de travaux d'assainissement, d'amélioration et/ou d'adaptation.

Le maximum de 100 p.c. fixé à l'alinéa précédent est ramené à 90 p.c. lorsque le remboursement du prêt n'est pas couvert par une assurance-vie.

**Art. 8.** L'institution de crédit procède à l'expertise du bien acheté, en y incluant éventuellement les travaux d'assainissement, d'amélioration et/ou d'adaptation à y exécuter, ou de la construction.

Elle en détermine la valeur vénale, le cas échéant, avant et après l'exécution des travaux susmentionnés et, lorsqu'il s'agit d'une opération de construction, le prix réel ou estimé, terrain compris.

**Art. 9.** La garantie n'est accordée que pour des prêts dont le taux d'intérêt net n'est pas supérieur à 11 p.c. l'an.

Le taux d'intérêt visé au premier alinéa s'entend tous chargements et commissions quelconques y compris, à l'exception du chargement destiné à couvrir tant les frais de négociations du prêt, les frais d'étude, d'expertise et de constitution des dossiers, que tous autres frais accessoires à la conclusion du contrat. Ce chargement doit être unique et ne peut dépasser le chiffre absolu de 3 000 francs pour l'ensemble des opérations.

Dans les contrats de prêts à conclure avec la bénéfice de la garantie, il devra être stipulé :

a) que le remboursement se fera par amortissement dans la forme de versements fixes annuels, semestriels, trimestriels, ou mensuels;

b) que le remboursement anticipé du prêt ne pourra être exigé sans mise en demeure préalable du débiteur, auquel un délai de trente jours minimum devra être accordé pour lui permettre de régulariser sa situation.

Par dérogation aux dispositions du littéra a, ci-dessus, et à la demande de l'emprunteur qui est soit déclaré admissible au bénéfice d'une des primes visées à l'article 47 du Code du Logement, soit qui satisfait pour l'avant dernière année précédant la demande de prêt à la condition de revenus mise pour l'obtention d'une de ces primes, l'amortissement peut être calculé sur base d'annuités progressives, étant entendu que les annuités successives forment une progression arithmétique dont le rapport ne peut être supérieur à 3 p.c. de la première annuité. Dans ces limites, les amortissements peuvent être réadaptés et répartis sur des périodes couvrant plusieurs années successives.

**Art. 10.** En cas de réalisation du bien, la somme à payer par la Région à l'institution de crédit en exécution de la garantie attachée au prêt, est égale à la différence entre la perte subie par cette institution et celle qu'elle aurait supportée si le prêt avait été limité à 70 p.c. de la valeur vénale ou, le cas échéant, du prix d'achat du bien.

L'estimation des sommes qui, dans cette hypothèse, auraient été remboursées sur le principal, est établie en réduisant les sommes effectivement remboursées dans la proportion existant entre 70 p.c. et le pourcentage du prêt par rapport à la valeur vénale, ou, le cas échéant, au prix d'achat.

**Art. 11.** Le demande d'agrément prévue à l'article 3 ne peut être introduite que par les institutions de crédit qui :

1° sont soumises au contrôle institué par l'arrêté royal n° 225, du 7 janvier 1936, portant réglementation des prêts hypothécaires et institution d'un contrôle sur les entreprises de prêts hypothécaires, ratifié par la loi du 4 mai 1956;

2° souscrivent l'engagement, dans les limites et aux conditions fixées par convention, d'avancer les primes octroyées aux particuliers par la Région en vertu de l'article 47 du Code du Logement;

3° s'engagent à respecter toutes les conditions mises à leur charge aux termes du présent arrêté.

La demande est introduite auprès du Ministre et doit être accompagnée :

1° de l'énumération de toutes les conditions que l'institution de crédit impose pour les prêts accordés avec la garantie de bonne fin de la Région;

2° d'un acte-type de ces prêts.

**Art. 12.** L'Administration de la Taxe sur la Valeur ajoutée, de l'Enregistrement et des Domaines, peut, à la demande du Ministre et agissant en conformité de l'article 3 de la loi domaniale du 23 décembre 1949, exiger le remboursement des sommes payées par la Région en exécution de sa garantie.

**Art. 13.** Les institutions de crédit agréées, au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté, pour pouvoir consentir des prêts hypothécaires avec la garantie de l'Etat en vue de la construction ou de l'achat d'habitations sociales, de petites propriétés terriennes ou d'habitations y assimilées, sont autorisées, aux conditions fixées au présent arrêté et pour autant qu'elles satisfassent aux dispositions de la convention conclue avec elles en matière de pré-financement des primes, d'accorder les prêts visés à l'article 3 avec le bénéfice de la Région.

**Art. 14.** Sont abrogés, en ce qui concerne la Région wallonne :

a) l'arrêté royal du 10 août 1967 relatif à l'octroi de la garantie de bonne fin de l'Etat quant au remboursement des prêts hypothécaires consentis pour l'achat ou la construction d'habitations sociales, de petites propriétés terriennes ou d'habitations y assimilées, modifié par les arrêtés royaux des 18 décembre 1969, 28 octobre 1971, 10 novembre 1972, 17 février 1975, 5 mars 1975, 26 janvier 1976, 12 avril 1977, 5 septembre 1978 et 9 janvier 1980;

b) l'arrêté royal du 10 août 1967, modifié par les arrêtés royaux des 18 décembre 1969, 18 novembre 1970, 17 février 1975 et 5 mars 1975, fixant les conditions d'agrément des organismes de crédit désireux de bénéficier de la garantie de bonne fin de l'Etat, visée à l'article 46 du Code du Logement, joint à l'arrêté royal du 10 décembre 1970 et approuvé par la loi du 2 juillet 1971.

**Art. 15.** Le présent arrêté cesse ses effets le 31 décembre 1981.

**Art. 16.** Notre Ministre de la Prévoyance sociale et de la Santé publique, Notre Ministre de la Région wallonne, Notre Ministre des Finances et Notre Secrétaire d'Etat à la Région wallonne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 10 mai 1981.

**BAUDOUIN**

Par le Roi :

Le Ministre de la Région wallonne,

**J.-M. DEHOUSSE**

Le Ministre de la Prévoyance sociale et de la Santé publique,

**L. DHOORE**

Le Ministre des Finances,

**R. VANDEPUTTE**

Le Secrétaire d'Etat à la Région wallonne,

**M. WATHELET**

## GLEICHLAUTENDE ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION, MINISTERIUM DER SOZIALFÜRSORGE  
UND FINANZMINISTERIUM

D. 81 — 879

**19. MAI 1981. — Königlicher Erlass über die Ausfallbürgschaft der Region für Rückzahlung der Hypothekendarlehen, die für den Bau oder den Ankauf von Sozialwohnungen, kleinen ländlichen Besitzen oder damit gleichgestellten Wohnungen in der wallonischen Region gewährt worden sind**

BAUDOUIN, König der Belgier,

Allen Gegenwärtigen und Zukünftigen Unseren Gruss.

Aufgrund des dem Königlichen Erlass vom 10. Dezember 1970 beigefügten Wohnungsbaugesetzbuches, insbesondere der Artikel 46, 49 und 50, das durch das Gesetz vom 2. Juli 1971 genehmigt wurde und durch das Gesetz vom 19. Juli 1976 zur Ergänzung des Wohnungsbaugesetzbuches durch besondere Bestimmungen für die wallonische Region abgeändert wurde;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen;

Aufgrund des ordentlichen Gesetzes vom 9. August 1980 zur Reform der Institutionen;

Aufgrund des Beschlusses der Exekutive der wallonischen Region vom 16. März 1981;

Aufgrund des Einverständnisses des Vorsitzenden der Exekutive der wallonischen Region vom 16. März 1981;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, die durch das ordentliche Gesetz vom 9. August 1980 zur Reform der Institutionen abgeändert wurden, insbesondere von Artikel 3, § 1;

In der Erwägung, dass die besorgniserregende Situation des Kapitalmarktes die Gewährung von Sozialdarlehen mit der Ausfallbürgschaft praktisch unmöglich macht, und dass es daher — auch in der Sorge um die Ankurbelung des Bausektors — unbedingt notwendig ist, die Beträge und die Zinssätze dieser Darlehen anzupassen;

In der Erwägung dessen, dass die Entwicklung der Baupreise eine Erhöhung der Höchstwerte der den Sozialwohnungen gleichgestellten Wohnungen erfordert;

In der Erwägung, dass es angebracht ist, Massnahmen zur Förderung der Beschäftigung zu ergreifen :

Aufgrund der Dringlichkeit;

Auf Vorschlag Unseres Staatssekretärs für die wallonische Region und nach Beratung in der wallonischen Exekutive;

Haben Wir beschlossen und verordnen Wir :

**Artikel 1.** Die Anwendung des vorliegenden Erlasses ist auf des Hoheitsgebiet der wallonischen Region beschränkt.

**Art. 2.** Für die Anwendung dieses Erlasses versteht man unter :

a) Minister : das Mitglied der wallonischen Exekutive, das für das Wohnungswesen zuständig ist;

b) Wohnung, die den Sozialwohnungen oder den kleinen ländlichen Besitzen gleichgestellt ist :

— die zu erbauende Wohnung, deren Verkaufswert 2 200 000 Franken nicht übersteigt, erhöht um 75 000 Franken, wenn der Darlehensnehmer zwei oder drei Kinder zu Lasten hat, und um 150 000 Franken, wenn er vier oder mehr Kinder zu Lasten hat;

— die zu kaufende Wohnung, wovon weder der Verkaufswert noch der Kaufpreis 2 000 000 Franken, erhöht wie oben gesagt, nicht übersteigt;

— die zu kaufende Wohnung, deren Verkaufswert nach Ausführung der Sanierungs-, Ausbesserungs- oder Anpassungsarbeiten 2 200 000 Franken, erhöht wie oben gesagt, nicht übersteigt;

c) Kind zu Lasten : das Kind, für das dem Antragsteller oder seinem Ehegatten am Tag des Darlehensantrages Kinder- oder Waisenzulagen gewährt werden, sowie das Kind, für das der Antragsteller oder sein Ehegatte kein Anrecht auf solche Zulagen

hat, das der Minister aber als tatsächlich zu Ihren Lasten ansieht, wenn sie dies beweisen.

Für die Bestimmung der Anzahl der Kinder zu Lasten wird das Kind für zwei Kinder gerechnet, das unter den vom Minister festgelegten Bedingungen an einer mindestens 66 Pzt. Unzulänglichkeit oder Verminderung der körperlichen oder geistigen Fähigkeit wegen eines oder mehrerer Beschwerden leidet.

Ausserdem wird der Antragsteller, sein Ehegatte oder der Verwandte, der in dem Augenblick zum Haushalt gehört, wo die Wohnung vom Antragsteller bewohnt wird, als solcher betrachtet, der ein Kind zu Lasten hat, insofern er an einem solchen Gebrechen leidet.

**Art. 3.** Unter den durch diesen Erlass festgelegten Bedingungen gewährt die Region ihre Bürgschaft für die Tilgung des Kapitals, der Zinsen und der Nebenkosten der Hypothekendarlehen, die die Allgemeine Spar- und Rentenkasse, die Nationale Wohnungsbaugesellschaft, die Nationale Gesellschaft für ländliche Wohnungsbauförderung, die von ihnen anerkannten Gesellschaften sowie jede Kreditanstalt, die gemäss den Bestimmungen von Artikel 11 vom Minister anerkannt ist, entweder für den Bau oder für den Ankauf — eventuell gefolgt von Sanierungs-, Ausbesserungs- oder Anpassungsarbeiten — von Sozialwohnungen, kleinen ländlichen Besitzen oder ihnen gleichgestellten Wohnungen gewährt.

Die in Absatz 1 bezeichneten Anstalten übermitteln dem Minister alle sechs Monate eine Liste der Darlehen, die sie mit dem Vorteil der Bürgschaft der Region gewährt haben.

**Art. 4.** Weder der Darlehensnehmer noch sein Ehegatte dürfen am Tag, wo das Darlehen gewährt wird, eine andere Wohnung als Eigentümer oder Nutzniesser besitzen.

Für die Anwendung dieser Bestimmung wird die Veräusserung eines Teils des Eigentums oder der Nutzniessung während der zwei darauffolgenden Jahre nicht berücksichtigt.

Von dieser Bedingung wird abgewichen, wenn sie diese Wohnung bewohnen und diese :

a) entweder von Natur aus gesundheitsschädlich und nicht sanierbar ist und der Antragsteller und/oder sein Ehegatte, die die Eigentümer sind, sich verpflichten, sie abreißen zu lassen oder sie nicht mehr als Wohnung verwenden zu lassen, sobald die Wohnung, die Gegenstand des Darlehens ist, bezogen wird, oder, wenn er sie schon vor Abschluss des Kaufvertrags bezieht, sobald das Darlehen gewährt wird. Die Wohnung wird als von Natur aus gesundheitsschädlich und nicht sanierbar betrachtet, entweder wenn sie vom König oder vom Bürgermeister für unwohnbar erklärt worden ist oder wenn sie vom Minister für gesundheitsschädlich und nicht ausbesserbar erklärt wird aufgrund eines Gutachtens der nachstehend unter b) bezeichneten Einrichtung, oder wenn eine Region mit dem Ziel, sie abzureißen, eine Prämie für das Abreißen gewährt hat;

b) oder wegen Überbevölkerung gesundheitsschädlich ist und der Antragsteller und/oder sein Ehegatte sich verpflichten, alle ihre Immobilienrechte darauf, je nach Fall, innerhalb der unter a) angegebenen Fristen abzutreten. Die Gesundheitsschädlichkeit wegen Überbevölkerung wird durch eine Bescheinigung des zuständigen regionalen Wohnungsbaukomitees festgestellt, das aufgrund des durch Königlichen Erlasses vom 19. Juni 1959 abgeänderten Königlichen Erlasses vom 6. Mai 1958 zur Schaffung der regionalen Wohnungsbaukomitees eingerichtet wurde.

**Art. 5.** Ausser wenn der Darlehensnehmer für das Immobiliengeschäft, wofür das Darlehen gewährt wird, zu einer der aufgrund von Artikel 47 des Wohnungsbaugesetzbuches eingerichteten Prämien zugelassen wird, muss er der Kreditanstalt folgende Unterlagen vorlegen :

1° eine Bescheinigung der zuständigen Verwaltung des Finanzministeriums über die Rechte, die er selbst oder sein Ehegatte in einer oder mehreren Wohnungen besitzt oder abgetreten hat, unter Angabe der Art und des Anteils dieser Rechte;

2° eine Erklärung, wonach sie auf ihre Ehre bestätigen, dass weder er noch sein Ehegatte andere Wohnungen als die in der unter 1° bezeichneten Bescheinigung angegebene Wohnung besitzt;

3° gegebenenfalls einen gültigen Beweis über die Unbewohnbarkeit oder die Gesundheitsschädlichkeit der in Artikel 4, Absatz 3, bezeichneten Wohnung sowie die in diesem Falle zu unterzeichnenden Verpflichtungen.

Die Kreditanstalt ist mit der Aufsicht über die Erfüllung der unter 3° angegebenen Verpflichtungen beauftragt.

**Art. 6.** Die Tilgung des Darlehens muss durch eine erstrangige Hypothek auf die Wohnung, die Gegenstand des Darlehens ist, gewährleistet sein.

Ausserdem muss die Rückzahlung des Darlehens im Todesfalle durch eine Lebensversicherung mit abnehmenden Kapital gedeckt sein, es sei denn, dass der Darlehensnehmer aus gesundheitlichen Gründen keine Lebensversicherung erhalten kann.

**Art. 7.** Einschliesslich der aufgrund der Lebensversicherung geschuldeten Prämie und des Betrages der von der Region gewährten Prämien, darf das Darlehen je nach Fall nicht mehr betragen als 100 Pzt. :

1° des Verkaufswertes, falls es sich um den Bau einer Wohnung handelt, die Sozialwohnungen gleichgestellt ist;

2° des Verkaufswertes oder des Kaufpreises, wenn letzterer unter dem Verkaufswert liegt, falls es sich um den Ankauf einer Sozialwohnung, eines kleinen ländlichen Besitzes oder einer Wohnung handelt, die Sozialwohnungen gleichgestellt ist;

3° des Verkaufswertes nach Ausführung der nachstehend aufgeführten Arbeiten, wenn es sich um den Ankauf einer unter 2° bezeichneten Wohnung und die Ausführung — innerhalb von zwei Jahren nach dem Ankauf — von Sanierungs-, Ausbesserungs- und/oder Anpassungsarbeiten handelt.

Das im vorausgehenden Abschnitt festgelegte Maximum von 100 v.H. wird auf 90 v.H. vermindert, wenn die Rückzahlung des Darlehens nicht durch eine Lebensversicherung gedeckt ist.

**Art. 8.** Die Kreditanstalt schreitet zur Abschätzung des gekauften Gutes, wobei sie die dort auszuführenden Sanierungs-, Ausbesserungs- und/oder Anpassungsarbeiten gegebenenfalls einbezieht, oder zur Abschätzung des Neubaus.

Sie bestimmt den Verkaufswert des Gutes gegebenenfalls vor und nach der Ausführung der oben aufgezählten Arbeiten und den tatsächlichen oder geschätzten Wert einschliesslich Grundstück, falls es sich um ein Baugeschäft handelt.

**Art. 9.** Die Bürgschaft wird nur für Darlehen gewährt, dessen Netto-Zinssatz nicht über 11 Pzt. pro Jahr liegt.

Der im ersten Absatz bezeichnete Zinssatz umfasst alle Lasten und Provisionen mit Ausnahme der Lasten, die zur Deckung sowohl der Kosten für die Darlehensverhandlungen, für die Studie, die Expertise und die Zusammenstellung der Akten als auch aller anderen Nebenkosten für den Vertragsabschluss dienen. Diese Lasten müssen einmalig sein und dürfen den absoluten Betrag von 3 000 Franken für das ganze Geschäft nicht übersteigen.

In den Darlehensverträgen, die mit dem Vorteil der Bürgschaft abgeschlossen werden müssen, muss festgehalten sein :

a) dass die Rückzahlung durch Tilgung in Form von festen jährlichen, halbjährlichen, vierteljährlichen oder monatlichen Zahlungen erfolgen wird;

b) dass die vorzeitige Rückzahlung des Darlehens nicht ohne vorausgehende Mahnung des Schuldners verlangt werden darf, dem eine Frist von mindestens dreissig Tagen eingeräumt werden muss, um ihm die Regelung seiner Situation zu ermöglichen.

In Abweichung von den Bestimmungen vom vorhergehenden a und auf Antrag des Darlehensnehmers, der entweder zum Vorteil einer der in Artikel 47 des Wohnungsbaugesetzbuches aufgezählten Prämien zugelassen ist oder der für das vorletzte Jahr vor dem Darlehensantrag die für den Erhalt einer dieser Prämien

gestellte Einkommensbedingung erfüllt, kann die Tilgung aufgrund von progressiven Annuitäten berechnet werden, wobei als vereinbar gilt, dass die aufeinanderfolgenden Annuitäten eine arithmetische Steigerung bilden, deren Verhältnis nicht höher sein darf als 3 Pzt. der ersten Annuität. Innerhalb dieser Grenzen dürfen die Tilgungen wieder angepasst und verteilt werden auf Perioden, die sich über mehrere Jahre erstrecken.

**Art. 10.** Falls das Gut veräussert wird, so entspricht die Summe, die die Region der Kreditanstalt in Ausführung der an das Darlehen gebundenen Bürgschaft zu zahlen hat, der Differenz zwischen dem von dieser Anstalt erlittenen Verlust und dem Verlust, den die erlitten hätte, wenn das Darlehen auf 70 Pzt. des Verkaufswertes oder gegebenenfalls des Kaufpreises des Gutes begrenzt gewesen wäre.

Die Beträge, die in dieser Hypothese auf den Hauptbetrag zurückgezahlt worden wären, werden abgeschätzt, indem man die tatsächlich zurückgezahlten Beträge in dem Verhältnis vermindert, das zwischen 70 Pzt. und dem Prozentsatz des Darlehens im Verhältnis zum Verkaufswert oder gegebenenfalls zum Kaufpreis besteht.

**Art. 11.** Der Antrag auf die in Artikel 3 vorgesehene Anerkennung darf nur von den Kreditanstalten eingereicht werden, die :

1° der Kontrolle unterworfen sind, die durch den durch Gesetz vom 4. Mai 1956 ratifizierten Königlichen Erlass, Nr. 225, vom 7. Januar 1936 zur Regelung der Hypothekendarlehen und zur Einrichtung einer Kontrolle über die Unternehmen für Hypothekendarlehen, eingerichtet worden ist;

2° die Verpflichtung eingehen, dass sie in den Grenzen und unter den Bedingungen, die durch eine Vereinbarung festgelegt worden sind, die Prämien vorstrecken, die die Region den Privatleuten aufgrund von Artikel 47 des Wohnungsbaugesetzbuches gewährt;

3° sich verpflichten, alle ihnen aufgrund dieses Erlasses auferlegten Bedingungen einzuhalten.

Der Antrag wird beim Minister eingereicht. Ihm muss folgendes beigefügt werden :

1° die Aufzählung aller Bedingungen, die die Kreditanstalten für die Darlehen auferlegt, die, mit der Ausfallbürgschaft der Region gewährt werden;

2° ein Mustervertrag für diese Darlehen.

**Art. 12.** Die Mehrwertsteuer-, Registrierungs- und Domänenverwaltung kann auf Antrag des Ministers und handelnd gemäss Artikel 3 des Domänengesetzes vom 23. Dezember 1949, die Rückzahlung der Beträge verlangen, die die Region in Ausführung ihrer Bürgschaft gezahlt hat.

**Art. 13.** Die Kreditanstalten, die beim Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses anerkannt sind, um Hypothekendarlehen mit Bürgschaft des Staates für den Bau oder den Ankauf von Sozialwohnungen, kleinen ländlichen Besitzes oder diesen gleichgestellten Wohnungen gewähren zu können, sind unter den in diesem Erlass festgelegten Bedingungen und insofern sie die Bedingungen der Vereinbarung erfüllen, die mit ihnen in Sachen Vorfinanzierung der Prämien getroffen worden ist, ermächtigt, die in Artikel 3 bezeichneten Darlehen mit Bürgschaft der Region zu gewähren.

**Art. 14.** Was die wallonische Region betrifft, sind aufgehoben :

a) der Königliche Erlass vom 10. August 1967 über die Gewährung der Ausfallbürgschaft des Staates für die Rückzahlung der Hypothekenanleihen, die für den Ankauf oder den Bau von Sozialwohnungen, von kleinen ländlichen Besitzes oder von diesen gleichgestellten Wohnungen gewährt werden. Dieser Königliche Erlass wurde durch die Königlichen Erlasse vom 18. Dezember 1969, 28. Oktober 1971, 10. November 1972, 17. Februar 1975, 5. März 1975, 26. Januar 1976, 12. April 1977, 5. September 1978 und 9. Januar 1980 abgeändert;

b) der durch die Königlichen Erlasse vom 18. Dezember 1969, 18. November 1970, 17. Februar 1975 und 5. März 1975 abgeänderte Königliche Erlass vom 10. August 1967 zur Festlegung der Bedingungen zur Anerkennung der Kreditanstalten, die den Vorteil der Ausfallbürgschaft des Staates wünschen, von der in

Artikel 46 des Wohnungsbaugesetzbuches die Rede ist, das dem Königlichen Erlass vom 10. Dezember 1970 beigefügt ist und durch das Gesetz vom 2. Juli 1971 genehmigt worden ist.

Art. 15. Der vorliegende Erlass wird am 31. Dezember 1981 aufgehoben.

Art. 16. Unser Minister der Sozialfürsorge und der Volksgesundheit, Unser Minister der wallonischen Region, Unser Finanzminister und Unser Staatssekretär für die wallonische Region sind jeder für das, was ihn betrifft, mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Erlassen zu Brüssel, am 19 mai 1981.

## BAUDOUIN

Von Königswegen :

Der Minister der wallonischen Region,

J.-M. DEHOUSSE

Der Minister der Sozialfürsorge und der Volksgesundheit,

L. DHOORE

Der Finanzminister,

R. VANDEPUTTE

Der Staatssekretär für die wallonische Region,

M. WATHELET

## VERTALING

### MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST, MINISTERIE VAN SOCIALE VOORZORG EN MINISTERIE VAN FINANCIEN

N. 81 — 879

19 MEI 1981. — Koninklijk besluit betreffende de gewestwaarborg voor goede afloop op de terugbetaling van hypothecaire leningen, toegestaan voor het bouwen of kopen van volkswoningen, kleine landeigendommen of daarmee gelijkgestelde woningen in het Waalse Gewest

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de Huisvestingscode, gevoegd bij het koninklijk besluit van 10 december 1970, goedgekeurd bij de wet van 2 juli 1971, gewijzigd bij de wet van 19 juli 1976 tot aanvulling van de Huisvestingscode met bijzondere bepalingen voor het Waalse Gewest, inzonderheid op de artikelen 46, 49 en 50;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op de beslissing van de Waalse Executieve van 16 maart 1981;

Gelet op het akkoord van de Voorzitter van de Waalse Executieve, gegeven op 16 maart 1981;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 en gewijzigd bij de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 3, § 1;

Overwegende dat de zorgbarende toestand van de kapitaalmarkt het toekennen van sociale leningen met waarborg voor goede afloop vrijwel onmogelijk maakt en dat zich dienovereenkomstig, tevens met het oog op het stimuleren van de bouwsector, één onmiddellijke aanpassing opdringt van de bedragen en rentevoeten van die leningen;

Overwegende dat de evolutie van de bouwpreizen een optrekking van de maximumwaarden van de met volkswoningen gelijkgestelde woningen vereist;

Overwegende dat er maatregelen dienen getroffen worden teneinde de tewerkstelling te bevorderen;

Gezien de dringende noodzakelijkheid;

Op de voordracht van Onze Staatssecretaris voor het Waalse Gewest en na beraadslaging van de Waalse Executieve,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel I. De toepassing van dit besluit is beperkt tot het grondgebied van het Waalse Gewest.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

a) Minister, het lid van de Waalse Executieve tot wiens bevoegdheid de huisvesting behoort;

b) met volkswoningen of kleine landeigendommen gelijkgestelde woningen :

— de te bouwen woning, waarvan de verkoopwaarde 2 200 000 frank, verhoogd met 75 000 frank wanneer de ontlenaar 2 of 3 kinderen ten laste heeft en met 150 000 frank wanneer hij 4 of meer kinderen ten laste heeft, niet overschrijdt;

— de te kopen woning waarvan noch de verkoopwaarde, noch de koopprijs 2 000 000 frank, verhoogd als hierboven, overschrijdt;

— de te kopen woning waarvan de verkoopwaarde, na de uitvoering van sanerings-, verbeterings- of aanpassingswerken 2 200 000 frank, verhoogd zoals hierboven, niet overschrijdt;

c) kind ten laste, het kind waarvoor op de datum van de leningsaanvraag kinderbijslag of wezentoelagen worden toegekend aan de aanvrager of aan zijn echtgenoot, alsmede het kind waarvoor de aanvrager of zijn echtgenoot geen recht hebben op zulke bijslag of toelagen, maar dat door de Minister geacht wordt werkelijk te hunnen laste te zijn voor zover zij dat bewijzen.

Voor het bepalen van het aantal kinderen ten laste wordt voor twee kinderen geteld, het kind dat, onder de door de Minister bepaalde voorwaarden, erkend is als voor ten minste 66 pct. getroffen door ontoereikendheid of vermindering van lichamelijke of geestelijke geschiktheid wegens één of meer aandoeningen.

Als hebbende een kind ten laste wordt eveneens beschouwd de aanvrager, zijn echtgenoot of een familielid dat deel uitmaakt van zijn gezin op het ogenblik waarop de woning door de aanvrager betrokken wordt, voorzover hij getroffen is door een dergelijke handicap.

Art. 3. Onder de bij dit besluit gestelde voorwaarden verleent het Gewest zijn waarborg voor de aflossing van het kapitaal, de intresten en de bijkomende kosten van de hypothecaire leningen die ofwel voor de bouw, ofwel voor de koop, eventueel gevolgd door de uitvoering van sanerings-, verbeterings- en of aanpassingswerken, van volkswoningen, kleine landeigendommen of daarmee gelijkgestelde woningen toegestaan worden door de Algemene Spaar- en Lijfrentekas, de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting, de Nationale Landmaatschappij, de door hen erkende maatschappijen, alsmede door elke kredietinstelling die overeenkomstig de bepalingen van artikel 11, werd erkend door de Minister.

De in het eerste lid bedoelde instellingen laten aan de Minister om de zes maanden een lijst worden van de leningen die ze met het voordeel van de Gewestwaarborg hebben toegestaan.

**Art. 4.** De ontlener, noch zijn echtgenoot, mogen een andere woning volledig in eigendom of in vruchtgebruik bezitten op de datum dat de lening wordt toegekend.

Voor de toepassing van die voorwaarde wordt er geen rekening gehouden met de vervreemding van een gedeelte van de eigendom of van het vruchtgebruik tijdens de twee voorafgaande jaren.

Van deze voorwaarde wordt afgeweken indien zij die woning bewonen en deze :

a) hetzij uiteraard ongezond en niet vatbaar voor gezondmaking is en de ontlener en/of zijn echtgenoot die er eigenaar van zijn, zich ertoe verbinden ze te slopen of niet meer als woning te laten dienen zodra de woning waarop de lening betrekking heeft, betrokken wordt of, indien hij deze reeds voor het verlijden van de koopakte betreft zodra de lening is toegestaan. De woning wordt als uiteraard ongezond en niet vatbaar voor gezondmaking beschouwd, hetzij wanneer ze door de Koning of de burgemeester onbewoonbaar is verklaard of door de Minister ongezond, niet verbeterbaar werd erkend op advies van de in b hierna bedoelde instelling, hetzij wanneer een Gewest, met het oog op de sloping ervan, een sloppingspremie heeft toegezegd;

b) hetzij ongezond wegens overbevolking is en de aanvrager en/of zijn echtgenoot er zich toe verbinden al hun onroerende rechten erop af te staan, naargelang het geval, op het in a hierboven bedoelde tijdstip. Het feit dat de woning ongezond is wegens overbevolking, wordt vastgesteld door middel van een attest van het Gewestelijk Comité voor de Huisvesting uit het ambtsgebied, opgericht krachtens het koninklijk besluit van 6 mei 1958 tot instelling van de gewestelijke comités voor de huisvesting, gewijzigd bij koninklijk besluit van 19 juni 1959.

**Art. 5.** Behoudens wanneer de ontlener voor de onroerende verrichting waarvoor de lening wordt toegestaan toelaatbaar is verklaard tot één der premies, ingesteld krachtens artikel 47 van de Huisvestingscode, dient hij bij de kredietinstelling volgende documenten over te leggen :

1° een attest van het bevoegde bestuur van het Ministerie van Financiën betreffende de rechten die hij of zijn echtgenoot in één of meer woningen bezitten of afgestaan hebben, met aanduiding van de aard en het aandeel van die rechten;

2° een verklaring waarbij zij op hun eer bevestigen dat hij, noch zijn echtgenoot andere woningen bezitten dan deze vermeld in het in 1° bedoelde attest;

3° in voorkomend geval, een geldig bewijs betreffende de onbewoonbaarheid of de ongezondheid van de in artikel 4, derde lid, bedoelde woning, alsmede de in dat geval aan te gaan verbintenissen.

De kredietinstelling is belast met het toezicht op het nakomen van de in 3° hierboven bedoelde verbintenissen.

**Art. 6.** De aflossing van de lening moet gewaarborgd zijn door de inschrijving van een hypotheek van de eerste rang op de woning waarop de lening betrekking heeft.

Bovendien moet de terugbetaling van de lening, in geval van overlijden, gedekt zijn door een levensverzekering met afnemend kapitaal, tenzij de ontlener om gezondheidsredenen geen levensverzekering kan genieten.

**Art. 7.** Met inbegrip van de uit hoofde van de levensverzekering verschuldigde premie en van het bedrag van de door het Gewest verleende premies mag de lening niet meer bedragen dan 100 pct. :

1° van de verkoopwaarde wanneer het gaat om de bouw van een met volkswoningen gelijkgestelde woning;

2° van de verkoopwaarde of van de koopprijs indien deze lager is dan de verkoopwaarde, wanneer het gaat om de koop van een volkswoning, een kleine landeigendom of een met volkswoningen gelijkgestelde woning;

3° van de verkoopwaarde na uitvoering van de hierna vermelde werken, wanneer het gaat om de koop van de hierna onder 2° vermelde woning en de uitvoering aan deze laatste, binnen de twee jaar na de koop, van sanerings-, verbeterings- en/of aanpassingswerken.

Het in het vorige lid vastgesteld maximum van 100 pct. wordt teruggebracht tot 90 pct. wanneer de terugbetaling van de lening niet gedekt is door een levensverzekering.

**Art. 8.** De kredietinstelling gaat over tot de schatting van het gekochte goed, eventueel met inbegrip van de uit te voeren sanerings-, verbeterings- en/of aanpassingswerken, of van de bouw. Zij bepaalt er de verkoopwaarde van, eventueel vóór en na de uitvoering van vermelde werken en wanneer het een bouwverrichting betreft, de werkelijke of geraamde kostprijs, grond inbegrepen.

**Art. 9.** De waarborg wordt slechts verleend voor leningen waarvan de netto-rentevoet niet meer bedraagt dan 11 pct. per jaar.

De in het eerste lid bedoelde rentevoet omvat alle lasten en commissielonen, behoudens de last bestemd zowel voor het dekken van de verhandelingskosten van de lening en de kosten voor de studie, expertise en samenstellen van de dossiers als voor alle bijkomende kosten voor het afsluiten van de overeenkomst. Die last mag slechts eenmaal worden geïnd en mag het absoluut bedrag van 3 000 frank voor het geheel der verrichtingen niet overschrijden.

In de met het voordeel van de waarborg af te sluiten leningsovereenkomsten moet bepaald worden dat :

a) de terugbetaling zal gebeuren door aflossing in de vorm van vaste jaarlijkse, halfjaarlijkse, driemaandelijks of maandelijkse stortingen;

b) de vervroegde terugbetaling niet mag worden geëist zonder voorafgaande ingebrekestelling van de schuldenaar aan wie een uitstel van ten minste dertig dagen moet worden gelaten om zijn toestand te regulariseren.

In afwijking van de bepalingen van littera a hierboven, mag, op verzoek van de ontlener die hetzij toelaatbaar is verklaard tot het voordeel van één der in artikel 47 van de Huisvestingscode bedoelde premies, hetzij voor het tweede jaar dat de leningsaanvraag voorafgaat voldoet aan de inkomensvoorwaarden voor het bekomen van één van die premies, de aflossing berekend worden op basis van progressieve annuïteiten, met dien verstande dat de achterevolgende annuïteiten een rekenkundige reeks vormen waarvan de verhouding niet meer mag bedragen dan 3 pct. van de eerste annuïteit. Binnen deze grenzen mogen de aflossingen worden wederaangepast en verspreid over meerdere jaren lopende periodes.

**Art. 10.** In geval van verkoop van het goed is het door het Gewest aan de kredietinstelling te betalen bedrag ter uitvoering van de aan de lening gekoppelde waarborg gelijk aan het verschil tussen het door de instelling geleden verlies en het verlies dat zij zou geleden hebben indien de lening tot 70 pct. van de verkoopwaarde of, in voorkomend geval, van de koopprijs van het goed zou beperkt worden zijn.

De raming van de bedragen die in deze veronderstelling, op de hoofdsom zouden terugbetaald worden zijn, wordt opgemaakt door de werkelijk terugbetaalde bedragen te verminderen in de verhouding die bestaat tussen 70 pct. en het percentage van de lening ten opzichte van de verkoopwaarde of, in voorkomend geval, van de koopprijs.

**Art. 11.** De aanvraag tot de in artikel 3 bedoelde erkenning kan slechts worden ingediend door de kredietinstellingen die :

1° onderworpen zijn aan de controle ingesteld bij het koninklijk besluit nr. 225, van 7 januari 1936, tot reglementering van de hypothecaire leningen en tot inrichting van de controle op de ondernemingen van hypothecaire leningen, bekrachtigd door de wet van 4 mei 1956;

2° de verbintenis aangaan dat zij, binnen de perken en onder de voorwaarden, vastgesteld bij overeenkomst, de premies zullen voorschieten die krachtens artikel 47 van de Huisvestingscode door het Gewest worden toegekend aan particulieren;

3° de verbintenis aangaan dat zij alle hen in dit besluit opgelegde voorwaarden zullen naleven.

De aanvraag wordt ingediend bij de Minister en moet vergezeld zijn van :

1° de opsomming van alle voorwaarden die de kredietinstelling oplegt voor de leningen die zij zal toestaan met het voordeel van de Gewestwaarborg;

2° een modelakte van die leningen.

**Art. 2.** Het Bestuur van de Belasting over de Toegevoegde Waarde, der Registratie en Domeinen kan, op verzoek van de Minister, en handelend overeenkomstig artikel 3 van de domaniale wet van 23 december 1949, de sommen invorderen die door het Gewest in uitvoering van zijn waarborg werden betaald.

**Art. 13.** De kredietinstellingen die bij de inwerkingtreding van dit besluit erkend zijn om voor de bouw of de koop van volkswoningen, kleine landeigendommen of daarmede gelijkgestelde woningen hypothecaire leningen toe te staan met de staatswaarborg zijn gemachtigd, onder de bij dit besluit bedoelde voorwaarden en voor zover zij voldoen aan de bepalingen van de met hen gesloten overeenkomst betreffende de prefinanciering van de premies, de in artikel 3 bedoelde leningen toe te staan met het voordeel van de Gewestwaarborg.

**Art. 14.** Worden opgeheven, wat het Waalse Gewest betreft :

a) het koninklijk besluit van 10 augustus 1967 betreffende het verlenen van de staatswaarborg voor goede afloop op de terugbetaling van hypothecaire leningen die toegestaan worden voor het aankopen of voor het bouwen van volkswoningen, kleine

landeigendommen of daarmede gelijkgestelde woningen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 18 december 1969, 28 oktober 1971, 10 november 1972, 17 februari 1975, 5 maart 1975, 26 januari 1976, 12 april 1977, 5 september 1978 en 9 januari 1980;

b) het koninklijk besluit van 10 augustus 1967, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 18 december 1969, 18 november 1970, 17 februari 1975 en 5 maart 1975, tot vaststelling van de voorwaarden tot erkenning van de kredietinstellingen die de staatswaarborg voor goede afloop wensen te genieten welke bedoeld is bij artikel 46 van de Huisvestingscode, gevoegd bij het koninklijk besluit van 10 december 1970 en goedgekeurd bij de wet van 2 juli 1971.

**Art. 15.** Dit besluit wordt op 31 december 1981 opgeheven.

**Art. 16.** Onze Minister van Sociale Voorzorg en Volksgezondheid, Onze Minister van het Waalse Gewest, Onze Minister van Financiën en Onze Staatssecretaris voor het Waalse Gewest zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 19 mei 1981.

### BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van het Waalse Gewest,

J.-M. DEHOUSSE

De Minister van Sociale Voorzorg en Volksgezondheid,

L. DHOORE

De Minister van Financiën,

R. VANDEPUTTE

De Staatssecretaris voor het Waalse Gewest,

M. WATHELET

### AUTRES ARRÊTÉS

#### MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DU COMMERCE EXTERIEUR ET DE LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

Carrière de l'Administration centrale. — Personnel

Par arrêté royal du 27 avril 1981, M. Charles Bois d'Enghien, secrétaire d'administration stagiaire, né le 22 juin 1952, est nommé à titre définitif dans le cadre linguistique français du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement, à partir du 1er mars 1981 avec prise de rang au 1er mars 1980.

- I. Convention internationale pour la prévention contre la pollution des eaux de la mer par les hydrocarbures, Annexes, Acte final et Résolutions, signés à Londres le 12 mai 1954 (1);
- II. Amendements à la Convention internationale pour la prévention de la pollution des eaux de la mer par les hydrocarbures et aux Annexes A et B, faits à Londres le 11 avril 1962 (2);
- III. Amendements à la Convention internationale pour la prévention de la pollution des eaux de la mer par les hydrocarbures, faits à Londres le 21 octobre 1969 (3). — Acceptation

Dépôt de l'instrument d'acceptation de la Guinée : le 19 janvier 1981 (entrée en vigueur : le 19 avril 1981).

- (1) Voir *Moniteur belge* du 21 juin 1957.
- (2) Voir *Moniteur belge* du 28 avril 1966.
- (3) Voir *Moniteur belge* du 19 juin 1973 et 30 juin 1977.

### ANDERE BESLUITEN

#### MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN, BUITENLANDSE HANDEL EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

Carrière Hoofdbestuur. — Personeel

Bij koninklijk besluit van 27 april 1981 wordt, met ingang van 1 maart 1981 en met ranginneming op 1 maart 1980, de heer Charles Bois d'Enghien, stagedoend bestuurssecretaris, geboren op 22 juni 1952, in het Frans taalkader van het Ministerie van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking, in vast verband benoemd.

- I. Internationaal Verdrag ter voorkoming van de verontreiniging van de zee door olie, Bijlagen, Slotakte en Resoluties, ondertekend te Londen op 12 mei 1954 (1);
- II. Wijzigingen aan het Internationaal Verdrag ter voorkoming van de verontreiniging van de zee door olie, en aan de Bijlagen A en B, opgemaakt te Londen op 11 april 1962 (2);
- III. Wijzigingen aan het Internationaal Verdrag ter voorkoming van de verontreiniging van de zee door olie, opgemaakt te Londen op 21 oktober 1969 (3). — Aanvaarding

Neerlegging van de aanvaardingsoorkonde van Guinea : 19 januari 1981 (inwerkingtreding : 19 april 1981).

- (1) Zie *Belgisch Staatsblad* van 21 juni 1957.
- (2) Zie *Belgisch Staatsblad* van 28 april 1966.
- (3) Zie *Belgisch Staatsblad* van 19 juni 1973 en 30 juni 1977.